BulletinFrancoPaix

UQÀM

CHAIRE RAOUL-DANDURAND
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES
Centre FrancoPaix

Vol. 5, n° 6

JUIN 2020

PAGE 2

Élections au Burundi : la transition vers l'après Nkurunziza

Par Katrin Wittig

Décryptage. La résilience africaine face à la pandémie du coronavirus : l'arbre qui cache la forêt

PAGE 7

Nouvelles et annonces

PAGE 9

ARTICLE

Élections au Burundi : la transition vers l'après Nkurunziza

Par Katrin Wittig

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD) a progressivement consolidé sa position hégémonique ces 15 dernières années au Burundi.

En 2015, une crise avait poussé une bonne partie de l'opposition à l'exil, suite à des manifestations contre la candidature controversée du président Pierre Nkurunziza et un coup d'État ayant échoué.

La question centrale était de savoir si Nkurunziza se présenterait à nouveau pour le rendez-vous électoral de 2020. À la surprise de beaucoup d'observateurs, notamment des partis politiques de l'opposition et de la communauté internationale, Nkurunziza ne s'est pas représenté.

Ces élections furent une épreuve de force entre deux anciens groupes rebelles transformés en partis politiques. Le candidat du parti au pouvoir qui a remporté cette élection est Evariste Ndayishimiye. Le principal candidat de l'opposition était Agathon Rwasa, le leader du parti Congrès national pour la liberté (CNL).

L'agrément du CNL à participer aux élections a été largement interprété comme un « geste de détente » dans un pays critiqué pour le rétrécissement de son espace politique.

C'est la première fois depuis l'indépendance du Burundi que le président sortant soutient un autre candidat aux élections présidentielles. Ces élections se sont déroulées en l'absence de nombreux opposants contraints à l'exil et quasiment sans observateurs internationaux.

Malgré l'éclosion de la pandémie de Covid-19, le gouvernement burundais a décidé de maintenir la tenue des élections.

Les résultats des élections ont donné une victoire nette au parti au pouvoir qui remporte les élections présidentielles, parlementaires et communales.

Katrin Wittig

Chercheure postdoctorale
Département de politique
et d'études internationales
Université de Cambridge

kw511@cam.ac.uk

Photo de couverture : des Burundais font la file pour voter lors des élections présidentielles et générales à Ngozi, dans le nord du Burundi, le 20 mai 2020.

Le 20 mai 2020, en pleine pandémie de Covid-19, le Burundi a organisé des élections présidentielles, parlementaires et communales. C'est la quatrième fois que des élections sont organisées dans ce pays des Grands Lacs depuis la fin de la guerre civile. Le Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), le gagnant de toutes ces élections, a progressivement consolidé sa position hégémonique ces 15 dernières années. Les scrutins de cette année interviennent toutefois dans la foulée des évènements de 2015, une crise qui avait poussé une partie de l'opposition à l'exil suite à des manifestations contre la candidature controversée du président Pierre Nkurunziza et à l'échec d'un coup d'État.

Ces cinq dernières années, la question centrale était de savoir si Nkurunziza se présenterait à nouveau en 2020. Sa candidature aurait nécessité l'organisation d'un référendum constitutionnel, un moyen détourné de lui offrir de nouveaux mandats présidentiels. À la surprise de beaucoup d'observateurs, notamment des partis politiques de l'opposition et de la communauté internationale, Nkurunziza ne s'est pas représenté. Alors que sept candidats étaient officiellement en lice, les élections présidentielles ont surtout opposé Evariste Ndayishimiye ou 'Neva', le secrétaire général du parti au pouvoir, à Agathon Rwasa, le leader du parti Congrès national pour la liberté (CNL), considéré comme le principal opposant. Le CNDD-FDD et le CNL sont tous les deux issus des anciens groupes rebelles à domination hutu qui se sont battus contre les régimes précédents à domination tutsi. Les résultats des élections ont donné une victoire nette au parti au pouvoir qui remporte les élections présidentielles, parlementaires et communales. Pour la présidentielle, Ndayishimiye aurait obtenu 68.72% des voix contre 24.19% pour Rwasa, avec un taux de participation impressionnant (87.7%) dans le contexte sanitaire actuel. Au vu de la défaite de Rwasa et de son parti, et ce même dans ses grands fiefs traditionnels, l'opposition n'a pas hésité à contester les résultats qualifiés de « fantaisistes » basés sur des totaux inconsistants. Alors que la plus grande partie de la campagne s'est déroulée dans un climat tendu, l'opposition (interne et en exil) ainsi que l'Église catholique ont dénoncé des fraudes massives, des pratiques d'intimidation et de la violence. Malgré un recours à la Cour constitutionnelle de la part du CNL, les résultats ont été maintenus. Cet article revient sur la campagne électorale de cette année et décortique les principaux enjeux de ces élections.

Retour sur la campagne électorale

Lundi, 27 avril 2020. Bugendana, province de Gitega au centre du pays. Le parti au pouvoir CNDD-FDD ouvre sa campagne électorale. Le président sortant, Pierre Nkurunziza, introduit officiellement le candidat de son parti, Evariste Ndayishimiye. Les deux anciens camarades de la lutte armée marchent au pas, côte à côte et sous les ovations d'une foule de partisans en liesse, portant les drapeaux du parti de l'aigle. Les deux hommes politiques sont vêtus de pagnes à l'effigie de l'autre, un symbole fort pour souligner un soutien mutuel et inébranlable. Pourtant, des rumeurs prétendent que cette candidature n'était pas le premier choix de Nkurunziza et serait imposée par les généraux influents du régime du CNDD-FDD. À Bugendana[1], c'est une journée historique. La petite ville devient le symbole de la promesse tenue par Nkurunziza au lendemain de la crise de 2015[2] de laisser son poste à un *samuragwa*, un héritier ou successeur. Le CNDD-FDD se félicite pour ses initiatives dans le domaine de la santé, l'éducation et l'économie[3], surtout dans les régions rurales, traditionnellement délaissées par les régimes précédents.

Lundi, 27 avril 2020. Ngozi, province éponyme. Le Congrès national pour la liberté (CNL), considéré comme le principal parti d'opposition, lance sa campagne électorale à quelque soixante kilomètres au nord de Bugendana. Agathon Rwasa, chef du CNL, présente sa candidature aux élections présidentielles devant une foule de militants extasiés. Après 15 ans de règne du CNDD-FDD, Rwasa plaide pour le changement et appelle à voter contre un régime qualifié d'autoritaire au niveau politique et de catastrophique au niveau du développement. Dans son discours, Rwasa dénonce l'injustice, la corruption et la violence politique et se présente comme l'incarnation du changement politique.

Durant les trois semaines de campagne, le CNDD-FDD et le CNL se livrent bataille à la fois sur les lieux des rassemblements électoraux et sur les médias sociaux avec, pour enjeu symbolique, le nombre de sympathisants rassemblés lors des grandes réunions partisanes, considérées comme un sondage électoral indirect. Alors qu'il est extrêmement difficile d'évaluer l'emprise réelle du CNDD-FDD et du CNL à travers le pays, la capacité de mobilisation du CNL

> *« L'agrément du CNL a été largement interprété comme un "geste de détente" dans un pays critiqué pour le rétrécissement de son espace politique. Pour le parti au pouvoir, l'agrément lors d'une année électorale était perçu comme un rapprochement acceptable, sachant qu'il serait difficile pour le CNL de s'implanter localement en quelques mois.»*

impressionne et nourrit les spéculations quant aux résultats que le parti pourrait obtenir. Le CNDD-FDD en a-t-il fait assez pour gagner à nouveau les élections ? Des élections libres et transparentes pourraient-elles amener le CNL au pouvoir ? Le CNDD-FDD et le CNL ont-ils conclu un accord à l'avance quant aux résultats des élections et les postes à distribuer par la suite ?

Épreuve de force entre deux anciens groupes rebelles transformés en partis politiques

La guerre des images quant aux rassemblements des foules fait écho à la guerre civile (1993-2003/2009)[4] qui avait opposé les mouvements rebelles hutu, le CNDD-FDD et les Forces nationales de libération (FNL, prédécesseur du parti d'opposition CNL), aux régimes tutsi dominants. Même si le CNDD-FDD et les FNL avaient un ennemi commun, plusieurs des plus violentes batailles au cœur du conflit armé ont opposé les FDD aux FNL[5]. Cette lutte intra-Hutu est aujourd'hui devenue le plus important clivage politique dans le pays, avec des épisodes de violence réguliers. Ces affrontements continus, dit-on, ont au moins le mérite de montrer aux Burundais que « ce n'est pas un groupe ethnique qui tue, mais la mauvaise gouvernance »[6].

Le CNDD-FDD a été fondé en 1994 suite à l'assassinat du premier président hutu démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, quelques mois seulement après son élection lors du premier scrutin présidentiel démocratique du pays[7]. Le CNDD-FDD se présente comme le mouvement rebelle le plus influent de la guerre civile, qui a contraint les régimes mono-ethniques à négocier. Il a intégré le processus de paix en 2003 et a remporté les premières élections post-conflit organisées en 2005, largement considérées comme un scrutin fiable. Les élections suivantes de 2010, 2015 et 2020 ont cependant toutes été contestées par l'opposition politique et suivies d'épisodes de violence politique, ciblant majoritairement les militants du CNL[8].

Le CNL, pour sa part, est le successeur du PALIPEHUTU-FNL créé dans les années 1980[9]. Ses membres se revendiquent comme le vrai mouvement libérateur étant donné qu'ils étaient les premiers à choisir de prendre les armes, présenté comme le dernier ressort après des années d'engagement politique non violent contre les régimes mono-ethniques. Contrairement au CNDD-FDD, le PALIPEHUTU-FNL a tardé à joindre le processus de paix. Ce n'est qu'en 2009, six ans après le CNDD-FDD, que le PALIPEHUTU-FNL se transforme en parti politique, désormais appelé les FNL. Depuis, Rwasa a suivi un chemin sinueux : intégration du gouvernement en 2009, nouvelle clandestinité et limogeage de la direction de son parti FNL en 2010, réintégration du gouvernement en 2015 malgré la remise en question de la crédibilité des élections, et enfin, agrément d'un nouveau parti en 2019, le CNL. L'agrément du CNL a été largement interprété comme un « geste de détente » dans un pays critiqué pour le rétrécissement de son espace politique[10].

Pour le parti au pouvoir, l'agrément lors d'une année électorale était perçu comme un rapprochement acceptable, sachant qu'il serait difficile pour le CNL de s'implanter localement en quelques mois[11]. Dès lors, le CNL occupe une position politique ambigüe. Alors que le parti d'opposition accuse le CNDD-FDD de réprimer systématiquement ses militants, Rwasa a néanmoins pu rencontrer ses partisans lors des mois précédents les élections afin de renforcer la présence de son parti à l'intérieur du pays.

Singularités des élections de 2020

Les élections de 2020 sont uniques à plusieurs niveaux. Tout d'abord, c'est la première fois depuis l'indépendance du Burundi en 1962 que le président sortant soutient un autre candidat aux élections présidentielles, alors que les transitions précédentes ont souvent été le fait de coups d'État. Cinq ans après les manifestations violemment réprimées contre la candidature présidentielle contestée de Nkurunziza et suivies par une tentative avortée de coup d'État, le CNDD-FDD se félicite d'avoir réalisé une ouverture démocratique sans précédent au Burundi. Pour la

Des policiers burundais pourchassent des manifestants qui protestent contre un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, le vendredi 17 avril 2015. Cette grave crise faisait craindre de possibles tensions pour 2020.

> *« Cette élection s'est déroulée en absence de beaucoup d'opposants contraints à l'exil suite à la crise de 2015. Malgré des initiatives de médiation, le retour de la majorité des opposants n'a pas pu être négocié avant la tenue des élections de 2020. »*

première fois dans l'histoire du pays, le parti a organisé des élections primaires pour élire des candidats aux listes électorales. Le 26 janvier, lors du Congrès du parti durant lequel 'Neva' fut désigné comme candidat présidentiel, Evariste Ndayishimiye avait même déclaré que « le CNDD-FDD n'a pas à apprendre la démocratie, mais nous enseignons aux autres ce qu'elle est »[12].

Deuxièmement, cette élection s'est déroulée en l'absence de nombreux opposants contraints à l'exil suite à la crise de 2015. Malgré des initiatives de médiation, le retour de la majorité des opposants n'a pas pu être négocié avant la tenue des élections de 2020[13], notamment à cause du refus du gouvernement, désormais en position de force, de discuter avec les personnes qu'il jugeait liées à la tentative de coup d'État de 2015.

Troisièmement, les élections ont été financées au niveau national sans aide étrangère, une politique du gouvernement qui s'inscrit dans son idéologie plus large dite anti-impérialiste et sa volonté de s'émanciper de l'ingérence étrangère.

Enfin, les élections de 2020 se sont largement déroulées sans la présence d'observateurs internationaux. Alors que les élections de 2005, 2010 et 2015 ont accueilli différentes missions successives des Nations unies, les élections de 2020 ont brillé par la grande absence de la communauté internationale et des observateurs électoraux.[14] Au niveau de la représentation politique de l'ONU, il ne reste qu'une petite équipe du bureau de l'envoyé spécial pour le Burundi qui, après la démission de Michel Kafando en 2019, est désormais privée de son représentant senior. Selon le gouvernement burundais, la présence de l'ONU dans le pays depuis la fin de la guerre n'est plus nécessaire, la paix étant rétablie. L'opposition affirme quant à elle l'importance d'une telle présence face aux violations des droits humains et des enjeux politiques en suspens et à résoudre, y compris le retour des opposants exilés depuis 2015.

Des élections en pleine pandémie

Le début de la campagne électorale, le 27 avril, marquait la quatrième semaine depuis la confirmation officielle du premier cas du coronavirus au Burundi le 31 mars. La confirmation du premier cas a été précédée d'une période pendant laquelle l'arrivée possible du virus avait été écartée par les autorités prétextant la « protection du Burundi par la grâce de Dieu ».[15] Malgré l'éclosion de la pandémie, le gouvernement burundais a décidé de maintenir l'organisation des élections. Si le Burundi n'est pas le seul pays à avoir maintenu ses élections durant la crise de Covid-19, se trouvant ainsi en compagnie du Mali ou de la Corée du Sud, par exemple, il demeure un des rares pays n'ayant pas mis en place des mesures de confinement. Au début de la pandémie, le gouvernement avait pourtant pris les devants. En effet, le Burundi était l'un des premiers pays de la région à mettre en place une quarantaine obligatoire de 14 jours pour les voyageurs arrivant sur le sol burundais et à fermer l'unique aéroport international peu après. Malgré ces précautions initiales accompagnées de l'installation de dispositifs de lavage des mains devant les lieux publics, le gouvernement a maintenu l'organisation des grands rassemblements pour la campagne électorale, laissé les lieux de culte ainsi que les restaurants et les bars ouverts. Des milliers de gens se sont réunis sans porter de masques et sans respecter une distanciation sociale, mesures devenues quotidiennes dans une majorité de pays, alimentant les rumeurs quant à l'ampleur de la pandémie au Burundi. Le gouvernement justifie sa position en affirmant qu'il a réagi à temps en fermant les frontières et insistant plutôt sur les conséquences néfastes des mesures de confinement sur la vie économique d'une majorité de la population vivant au jour le jour. Malgré le rejet des mesures du confinement, le gouvernement a utilisé la pandémie comme prétexte pour ne pas organiser le vote de la diaspora burundaise[16] et entraver le travail des observateurs électoraux de la Communauté de l'Afrique de l'Est qui ont été prévenus d'une quarantaine obligatoire à leur arrivée, ce qui leur aurait fait rater la journée du scrutin de deux jours[17].

Conclusion : continuité ou changement dans la continuité ?

Alors que certains observateurs en doutaient, le président Nkurunziza a bien tenu sa promesse de laisser son siège à un successeur, geste fort dans une région qui a connu de nombreuses crises liées au maintien au pouvoir controversé de plusieurs présidents. Paradoxalement, cela met en difficulté l'opposition politique, surtout celle en exil depuis la crise de 2015, qui avait fait de la critique du « troisième mandat » et de la volonté du président Nkurunziza de s'éterniser au pouvoir son principal slogan politique.

En attendant l'inauguration officielle, le président élu est le général émérite Evariste Ndayishimiye. Il y a une incertitude sur la volonté et la marge de manœuvre du nouveau président élu d'introduire les réformes nécessaires pour offrir un espace politique pluraliste pour les partis politiques, la société civile et les médias. Il en est de même concernant sa capacité à promouvoir

davantage le développement économique dans un pays qui reste parmi les plus pauvres concernant le développement humain. Ndayishimiye est qualifié à la fois de réformateur et de conservateur selon les observateurs, mais les prochains mois devront apporter plus de clarté quant à ses ambitions de faire continuité ou changement dans la continuité au sein du système CNDD-FDD. Quant au CNL, qui continue à appeler au calme, il reste à voir comment ce parti d'opposition pourra utiliser son influence au Parlement et dans les institutions communales pour initier un changement politique.

Post-scriptum : le 9 juin, le gouvernement burundais a annoncé le décès du président sortant Pierre Nkurunziza. Selon le communiqué officiel, il serait mort d'un « arrêt cardiaque ». Sa mort a provoqué une série de rumeurs, certains soulignant que son décès serait lié à la Covid-19, d'autres évoquant un possible assassinat, sort tragique de beaucoup d'autres présidents burundais avant lui.

Ce projet a reçu un financement du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention Marie Skłodowska-Curie n° 844279.

[1] Ce choix est symbolique pour plusieurs raisons. La province de Gitega est tout d'abord la province natale du président élu Ndayishimiye et depuis le début de 2019 le domicile de la nouvelle capitale politique du Burundi. C'est aussi dans la commune de Bugendana que le CNDD-FDD avait commencé la campagne pour le référendum constitutionnel de 2018. Pour la communauté tutsi, Bugendana est tristement connue pour des massacres contre les Tutsi en 1996 pendant la guerre civile.

[2] La crise politique de 2015 a été déclenchée par la nomination de Nkurunziza à une autre candidature à la présidentielle. Une ambiguïté entre les Accords de paix d'Arusha de 2000 et la Constitution de 2005 avait provoqué un débat controversé quant à la légitimité de cette nouvelle candidature. Alors que l'opposition affirmait qu'il s'agissait d'un troisième mandat illégal, le gouvernement soulignait que c'était un deuxième mandat constitutionnel par élection au suffrage universel (étant donné que Nkurunziza avait été élu indirectement par le parlement lors des premières élections post-transition en 2005).

[3] Les initiatives phares sont la gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans, la construction de milliers de nouvelles écoles ainsi que le renouveau des coopératives économiques et le lancement des banques d'investissement pour les femmes et les jeunes. L'opposition déplore le manque de qualité des soins médicaux et de l'enseignement, ainsi que la nécessité d'être membre du CNDD-FDD pour accéder aux initiatives économiques.

[4] La « fin » de la guerre est contestée : alors que quelques observateurs citent le cessez-le-feu du CNDD-FDD en 2003 comme fin du conflit armé, d'autres prennent le cessez-le-feu avec les FNL en 2008 comme date.

[5] Wittig, Katrin (2016) : Politics in the shadow of the gun: revisiting the literature on 'rebel-to-party transformations' through the case of Burundi. *Civil Wars*. 18(2). pp. 137-159.

[6] C'est une expression qui date des années de la guerre civile et se trouve aujourd'hui inscrite sur un cimetière dans la province de Bubanza, une région connue pour des nombreuses batailles entre les deux mouvements rebelles.

[7] Burihabwa, Zacharia Ntagahoraho (2014) : The transformation of the CNDD-FDD from rebel movement to governing political party in Burundi. *Cambridge Review of International Affairs*. Summer 2014. pp. 18-31.

[8] Van Acker, Tomas (2016) : Exploring the Legacies of Armed Rebellion in Burundi's Maquis par Excellence. *Africa Spectrum*. 51 (2). pp. 15-37.

[9] Alfieri, Valeria (2014) : La courte « reconversion » du PALIPEHUTU-FNL : Continuités et ruptures. *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2014-15*, édité par Filip Reyntjens, Stef Vandeginste et Marijke Verpoorten, Paris: L'Harmattan. pp. 98-141.

[10] Ndayiragije, Réginas (2020) : Burundi. *Chroniques Politiques de l'Afrique des Grands Lacs*. p. 17.

[11] Burundi forum, (23 mai 2020) : RWASA et son CNL n'avait pas de structures et d'idéologie claire pour gagner les élections.

[12] The East African, (27 janvier 2020) : Burundi ruling party picks Evariste Ndayishimiye as candidate.

[13] Une réalité bien différente de celle d'avant les élections de 2015. Avec l'appui de l'ONU, les opposants qui avaient fui suite aux élections contestées de 2010 ont pu rentrer pour préparer leur participation aux élections de 2015.

[14] Au niveau de l'observation électorale, il n'y avait que 53 observateurs étrangers issus de neuf représentations diplomatiques, à savoir les ambassades de Chine, de Russie, de l'Union africaine, du Kenya, de la République démocratique du Congo, d'Égypte, du Nigéria, de l'Afrique du Sud et de la Tanzanie.

[15] Iwacu, (21 mars 2020) : COVID-19 / « Le Burundi est une exception car c'est un pays qui a donné à Dieu la première place ».

[16] The East African, (17 avril 2020) : Burundi suspends diaspora voting in general elections over Covid-19 outbreak.

[17] Milken Institute, (10 mai 2020) : Burundi Warns EAC Observers Will Be Quarantined For 14 Days.

La résilience africaine face à la pandémie du coronavirus : l'arbre qui cache la forêt

Par Sanni Yaya et Marie C. Buy

Sanni Yaya

Professeur titulaire

École de développement international et mondialisation

Université d'Ottawa

sanni.yaya@uottawa.ca

Marie C. Buy

Doctorante en santé des populations

École interdisciplinaire des sciences de la santé

Université d'Ottawa

mbuy016@uottawa.ca

Comparativement à d'autres continents comme l'Europe ou l'Amérique du Nord, l'Afrique peut sembler relativement épargnée par la pandémie de la Covid-19 en raison entre autres d'une relative résilience face à la crise et de la jeunesse de sa population. Les douloureuses expériences précédentes des crises sanitaires causées par le VIH, le virus Ebola et la fièvre hémorragique Lassa ont de toute évidence permis une réponse rapide et ferme de certains gouvernements et contribué à réduire la mortalité. En outre, moins de 1,8 % de la population africaine a plus de 65 ans, avec une pyramide des âges élargie à la base et un âge médian de 19,7 ans comparativement à 30,2 ans pour la population mondiale.

Malgré tout, de nombreuses inquiétudes subsistent, car on en sait encore très peu sur les implications de la Covid-19 pour le continent, confronté à un double fardeau de maladies infectieuses et non transmissibles. Même s'il semble trop tôt pour crier victoire, force est de constater que le scénario catastrophe évoqué par plusieurs ne s'est pas matérialisé, du moins pour l'instant. Dans le contexte actuel, ce sont moins les effets directs de la pandémie qui sont le plus à craindre que les dommages collatéraux, sanitaires et économiques.

La région africaine de l'OMS comptait, selon les estimations d'un rapport publié en 2015[1], 90 % de l'ensemble de la mortalité due au paludisme dans le monde, avec plus de trois quarts de décès (78 %) par paludisme se produisant chez des enfants âgés de moins de 5 ans. Ce même rapport notait que les taux d'incidence, de prévalence et de mortalité de la tuberculose étaient en baisse en 2013 dans la région africaine, notant que la cible des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) consistant à maîtriser la tuberculose et commencer à inverser la tendance de son incidence avait été atteinte à l'échelle mondiale. Or, la pandémie de Covid-19 risque de faire reculer les succès obtenus. La «covidisation» de la recherche et du financement en santé mondiale commence à provoquer des dommages collatéraux avec de nombreuses maladies orphelines reléguées au second plan.

Le discours sur la pandémie de la Covid-19 met en évidence le fait que les priorités en matière de santé reposent davantage sur une approche socioconstructiviste et politique. La mobilisation remarquable des décideurs et des bailleurs de fonds à partir des années 2000 autour de grandes pandémies a fait entrer la santé dans le champ des grands défis de sécurité humaine. Pourtant, malgré la dynamique de promotion de la santé mise de l'avant par les OMD et récemment par les objectifs de développement durable (ODD), on peine encore à définir une véritable stratégie globale efficace de santé pour l'Afrique. Parallèlement, les efforts déployés ne sont toujours pas à la hauteur des attentes. Ceci tient au fait que les orientations des bailleurs de fonds divergent et que les valeurs sous-tendant leurs priorités sont consubstantielles à leur perception des enjeux, de leur causalité, ainsi que des options disponibles pour les résoudre[2].

La pandémie de la Covid-19 vient nous rappeler notre profonde interdépendance,

> *« Dans le contexte actuel, ce sont moins les effets directs de la pandémie qui sont le plus à craindre que les dommages collatéraux, sanitaires et économiques. »*

dans un contexte où radicalisme, repli identitaire et protectionnisme s'intensifient. Les questions d'insécurité alimentaire et de sous-emploi risquent d'aggraver les risques pour les populations en Afrique, et tous ces facteurs combinés pourraient contribuer à accroître[3] les inégalités en santé et limiter l'accès aux biens de première nécessité. En dépit des efforts visant à restructurer et transformer leurs modèles économiques, la plupart des pays africains dépendent toujours de l'exportation de produits primaires. Le continent est donc très exposé aux fluctuations des cours des matières premières (agricoles, énergétiques). Il est aussi le plus dépendent de la Chine. Cette dernière représente à elle seule 11 % des exportations et 16 % des importations du continent. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement[4] fragilisent l'Afrique qui, ultimement, subira indéniablement moins les conséquences sanitaires de cette crise que ses effets économiques.

Cette pandémie inédite dans l'histoire contemporaine a suscité les théories les plus folles et nourri d'immenses débats. Elle représente un défi pour l'Afrique qui pourrait vivre sa première récession économique en près de deux décennies[5], mais peut aussi se révéler une opportunité en permettant à celle-ci de transformer son rapport au monde, dans ce nouvel univers où les pays les plus riches reconnaissent désormais un peu les limites de leurs certitudes et capacités.

[1] Organisation mondiale de la santé. 2015. Statistiques sanitaires mondiales. Genève, Suisse. p.18-19.

[2] Yaya, S., & Barry, M. 2017. « Les politiques de santé ne se fondent que sur des critères rationnels ». Dans : Des idées reçues en santé mondiale [En ligne]. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2015.

[3] Amimo, F., Lambert, B., & Magit, A. 2020. « What does the COVID-19 pandemic mean for HIV, tuberculosis, and malaria control? ». Tropical medicine and health 48(32).

[4] Nations unies. Commission économique pour l'Afrique. 2020. Le Covid-19 en Afrique : Sauver des vies et l'économie. 54 p.

[5] Banque mondiale. 2020. Face à la crise du coronavirus, les pays d'Afrique subsaharienne doivent renforcer leur résilience.

Photo page 7 : Centre de test COVID-19 à Madagascar, 31 mars 2020.

NOUVELLES ET ANNONCES

Niagalé Bagayoko
a été interviewée pour la chaîne TV5 monde à propos de l'attaque terroriste à Kafolo au nord de la Côte d'Ivoire, le 11 juin.

Geneviève Parent
a réalisé une entrevue dans le Sarajevo Times publiée le 1er juin à propos de la décision de l'Université de Victoria en Australie de retirer des informations sur le génocide en Bosnie dans un cours sur les droits humains.

Adib Bencherif
a été interviewé pour un article concernant le mythe du Sahara pour les interventions françaises le 4 juin pour France 24.

Patrouille de la MINUSMA au centre du Mali.

ÉQUIPE ÉDITORIALE

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau
Directeur du Centre FrancoPaix
Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Maxime Ricard
Coordonnateur du Centre FrancoPaix
Candidat au doctorat, Université du Québec à Montréal

COORDONNATRICE DU BULLETIN

Stéphanie Roullier

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Ève Desrosiers
Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde
Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Mulry Mondélice
Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Marina Sharpe
Professeure adjointe, Collège militaire royal de Saint-Jean

CRÉDITS PHOTO

Couverture : AFP
Page 2 : AFP
Page 4 : VOA
Page 7 : World Bank / Henitsoa Rafalia / Flickr
Page 9 : MINUSMA / Gema Cortes / Flickr

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca
Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancopaix et @RDandurand

PARTENAIRE

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie